

BLACK, Naomi et Gail CUTHBERT BRANDT, *Feminist Politics on the Farm. Rural Catholic Women in Southern Quebec and Southwestern France* (Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999), 295 p.

Lucie Piché

Volume 55, Number 2, Fall 2001

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/010365ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/010365ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Piché, L. (2001). Review of [BLACK, Naomi et Gail CUTHBERT BRANDT, *Feminist Politics on the Farm. Rural Catholic Women in Southern Quebec and Southwestern France* (Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999), 295 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 55(2), 247–249.  
<https://doi.org/10.7202/010365ar>

BLACK, Naomi et Gail CUTHBERT BRANDT, *Feminist Politics on the Farm. Rural Catholic Women in Southern Quebec and Southwestern France* (Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999), 295 p.

**D**oit-on nécessairement associer le monde rural au conservatisme, *a fortiori* lorsqu'il est question de femmes vivant en milieu rural, catholiques de surcroît? Cette catégorie de femmes, trop souvent associée à des valeurs passéistes liées à un monde jugé révolu, est également considérée comme étant peu politisée, vivant en marge dans l'univers clos de la ferme familiale. C'est à ces images récurrentes et peut-être trop simplistes que Naomi Black et Gail Cuthbert Brandt s'attaquent dans leur ouvrage. Pour ce faire, elles ont effectué, à la fin des années 1980, une vaste enquête auprès de membres d'associations féminines rurales du Québec et de France, afin de cerner leurs perceptions de l'univers politique, du féminisme et de leur rôle au sein de l'entreprise familiale. Pour chaque pays, un groupe témoin possédant les mêmes caractéristiques sociodémographiques que les membres des associations a été soumis à la même enquête, afin de vérifier si le militantisme au sein d'associations féminines suscite une politisation des membres en les incitant à s'engager en politique active et en favorisant une prise de conscience des rapports de pouvoir dans lesquels elles s'insèrent, notamment au sein de la famille.

Cette démarche permet en parallèle aux auteures de s'interroger sur la façon dont le militantisme politique est conceptualisé dans les diverses études et d'amorcer une réflexion sur le concept même de politique («politics» et «political»). En s'engageant activement dans une association destinée à la promotion de leurs intérêts de fermières, ces femmes rurales n'assument-elles pas un rôle politique dont il faudrait mesurer les retombées dans leur communauté? Leur action ne contribue-t-elle pas, par exemple, à améliorer la situation des femmes? Peut-on dès lors associer leur action à une certaine forme de féminisme? Le questionnement est ambitieux et les résultats de l'analyse comparée, des plus pertinents.

La population étudiée est présentée dans le chapitre II. L'échantillonnage québécois est constitué pour moitié de femmes ayant milité au sein des Cercles de fermières de la région de Valleyfield où prédomine l'industrie laitière (100 répondantes) et, pour l'autre moitié, d'agricultrices de la même région (96 répondantes). Les répondantes françaises proviennent toutes de la région de Bordeaux (région vinicole). Les militantes, au nombre de 102, sont issues des Groupes de vulgarisation agricole féminins (devenus depuis les Groupes de développement agricole féminins). On

dénombrer 91 Françaises dans le groupe témoin. Ces 389 femmes ont répondu à un questionnaire de 112 questions dont trois seulement étaient des questions ouvertes. Précisons que l'analyse statistique, qui procède notamment par régression logistique, s'avère fort pertinente puisqu'elle permet d'analyser finement les données collectées. Les techniques utilisées auraient cependant pu être davantage présentées.

Retenons par ailleurs de l'historique des associations qui est retracé dans ce même chapitre II, qu'elles sont toutes deux issues d'une volonté étatique de professionnaliser le travail agricole — au début du *xx*<sup>e</sup> siècle pour les Cercles de fermières et après 1945 pour les Groupes de vulgarisation — et que les dirigeantes de ces mouvements ont bien souvent été membres de la Jeunesse agricole féminine. Le chapitre III décrit pour sa part les caractéristiques sociodémographiques des membres. Il faut noter l'extrême diversité de l'échantillonnage en ce qui a trait à l'âge, au nombre d'enfants et à l'expérience du travail salarié. Mais toutes sont pratiquantes, peu scolarisées (davantage pour les leaders) et proviennent en très grande partie du milieu agricole.

Le chapitre IV s'attarde aux perceptions du politique. S'en dégage un portrait tout en nuance des perceptions et attitudes des répondantes qui dévoile l'existence d'un écart entre ces perceptions et les pratiques sociales des répondantes. L'analyse révèle par exemple que si les répondantes se disent peu intéressées par la politique, c'est parce qu'elles associent ce terme à la gestion du pays et qu'elles se sentent peu sollicitées par ce type d'engagement. Par contre, elles sont très engagées dans une variété de groupes communautaires locaux et discutent politique régulièrement. Le recours à des enquêtes nationales montre d'ailleurs que dans les deux pays, les membres des associations discutent davantage politique que la moyenne de la population et qu'elles sont davantage interpellées par les problèmes sociaux que les hommes. Peut-on qualifier ces femmes d'apolitiques demandent ici les auteures ?

On observe le même écart entre les perceptions et les pratiques en ce qui concerne le féminisme, qui est abordé dans le chapitre V. Peu de répondantes se disent militantes féministes ou disposées à le devenir, car le féminisme est trop souvent associé à des attitudes extrémistes, voire agressives. Par contre, les objectifs poursuivis par le mouvement féministe sont largement endossés par les répondantes, la quête de l'égalité faisant consensus. Qui plus est, la majorité des répondantes se dit en accord avec les luttes menées par le mouvement, exception faite de la question de l'avortement qui suscite plus de réactions négatives. Si les croyances religieuses peuvent

expliquer ces résultats, il faut noter que les répondantes ne sont pas pour autant contre la contraception ou les relations prémaritales et que le rejet de l'avortement n'est pas plus élevé que dans la population en général. Bref, l'analyse montre que ces femmes dites conservatrices parce que catholiques pratiquantes et issues de milieux ruraux ont des attitudes plus progressistes que l'image traditionnelle qui est véhiculée, qu'elles soient membres ou pas des associations étudiées. S'ensuit une réflexion fort stimulante sur la définition même du féminisme : ne doit-on pas élargir cette notion afin de mieux refléter la diversité des tendances ?

La quête pour l'égalité se reflète jusqu'à un certain point dans l'univers familial où les répondantes affirment que les femmes peuvent effectuer toutes les tâches agricoles et qu'elles doivent participer activement à la prise de décisions de l'entreprise. Dans les faits, l'analyse montre toutefois que si les répondantes ont investi l'univers masculin, la division sexuelle des rôles est toujours très présente et que l'essentiel du travail des femmes demeure encore le travail domestique. Elles aspirent néanmoins à une plus grande égalité au sein de la famille et à une reconnaissance de leur travail, tant de la part de leur conjoint que de l'État.

Le dernier chapitre propose une réflexion théorique à la lumière des résultats obtenus. Ainsi, c'est en se référant au concept de continuum politique développé notamment par Adrienne Rich que les auteures supposaient que le militantisme au sein des associations retenues pouvait servir de catalyseur à l'engagement politique. Or, il n'en est rien et, qui plus est, les non-membres sont tout autant engagées dans les associations locales que les membres. Comment évaluer ce type d'engagement ? La participation politique ne doit peut-être pas se mesurer uniquement à l'aune du militantisme au sein des partis politiques classiques ; tout comme le féminisme à celle des revendications de la faction plus radicale du mouvement. Une catégorisation à la fois plus souple et plus inclusive de la nature des pratiques sociales des groupes et des individus et une réévaluation de leur signification politique peut donc s'avérer être une entreprise fructueuse qui permettra, à terme, de mieux cerner les processus de transformation sociale. La réflexion proposée par les auteures en témoigne.

LUCIE PICHÉ  
Cégep Sainte-Foy et  
Observatoire Jeunes et société (INRS)